



Face à l'escalade guerrière de l'Etat d'Israël, la complicité des grandes puissances

Après Gaza et la Cisjordanie, Netanyahu étend sa guerre au Liban. Les bombardements massifs du Sud-Liban, de la banlieue sud de Beyrouth et de la plaine de la Bekaa par l'armée israélienne, ont déjà fait plus de 700 morts et des milliers de blessés depuis qu'ils ont débuté samedi 21 septembre. Après de nouveaux bombardements sur la capitale libanaise, le gouvernement israélien a annoncé avoir tué Hassan Nasrallah, le chef du Hezbollah.

Un an de massacres de civils

Le massacre de 1 200 civils et militaires israéliens le 7 octobre 2023 par le Hamas a donné au gouvernement d'extrême droite israélien la justification qu'il attendait pour lancer le pays dans une guerre sans fin. Depuis un an, l'opération d'anéantissement de la bande de Gaza a fait plus de 41 000 morts, plus de 10 000 disparus sous les décombres et près de 100 000 blessés. La quasi-totalité des infrastructures de santé, ou même des écoles, a été pulvérisée. Les survivants affrontent la famine, l'absence d'eau potable et les épidémies. En Cisjordanie, les colons et l'armée ont tué près de 700 personnes et font régner la terreur parmi les Palestiniens.

Et maintenant, c'est un pays voisin, le Liban, qui est frappé et menacé d'invasion terrestre par l'armée israélienne. Des dizaines de milliers de réfugiés fuient le Sud-Liban et les quartiers sud de Beyrouth. Pour l'Etat d'Israël, le fracas des bombardements sur le Liban a aussi pour avantage de détourner l'attention du génocide qui se poursuit à Gaza.

Les larmes de crocodiles des grandes puissances

Devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York, Netanyahu est venu faire son show, certain qu'il peut compter sur le soutien sans faille des États-Unis, mais aussi de la France, de l'Allemagne ou du Royaume-Uni. Il présente la guerre contre le Liban comme une question de survie pour Israël, face au danger représenté par le Hezbollah, milice chiite soutenue par l'Iran. précédents dans ces deux pays. Mais tant le Hezbollah au Liban que l'Iran avaient pour le moment fait le choix de réactions très limitées après les attaques ciblées déjà menées par Israël les mois précédents dans ces deux pays.

Face à l'État israélien, armé à flux tendu par les principaux pays impérialistes, soutenu par la présence de porte-avions américains et français, l'Iran et le Hezbollah ne cherchaient pas la guerre et le risque d'un embrasement dans toute la région. Biden a beau clamer qu'il travaille à une désescalade au Liban, et Macron larmoyer sa solidarité avec le peuple libanais, leur priorité est de continuer à s'appuyer sur l'État d'Israël pour défendre leurs intérêts dans la région.

Pas en notre nom !

Les dirigeants du monde capitaliste, y compris depuis les assemblées de l'ONU, mènent leurs affaires avec la peau des peuples. Peu leur importe que les Palestiniens de Gaza se fassent massacrer et que, maintenant, les Libanais soient atteints par la guerre, tant que le maintien de leur ordre impérialiste est assuré. Il n'y a rien à attendre de leurs promesses de cessez-le-feu. Quant au peuple israélien, il fait lui aussi les frais de cette politique, car l'avenir que le gouvernement israélien lui prépare est celui d'une guerre sans fin. En Israël, des manifestations ont lieu pour dénoncer son mépris de la vie des otages encore détenus à Gaza, mais il faudrait une contestation bien plus forte pour faire vaciller cette escalade guerrière. Nous aussi, nous devons affirmer notre opposition à ces massacres. Ils ne doivent pas se faire en notre nom. Faisons entendre notre solidarité avec le peuple palestinien et notre opposition à l'invasion du Liban !

MANIFESTATION

12/10 - 14h30 - METZ

Place de République

Pour suivre le NPA-Révolutionnaires :

EN BREF

IRTS Lorraine : solution éclair à Verdun contre la pénurie de travailleurs sociaux...

Face à la crise du manque de personnel dans le secteur social, quoi de mieux qu'un concept digne d'une émission de télé-réalité ? Le 26 septembre, Verdun a propulsé "Travail social express", un marathon de rencontres à travers différents sites de la ville.

L'idée ? Mettre en contact professionnels, apprentis et candidats potentiels dans une course contre la montre pour... faire naître des vocations. Vrais problèmes, fausses solutions ! Ce genre d'initiatives prétendument innovante ne fait que détourner l'attention des véritables enjeux : à quand une revalorisation des salaires et des structures fonctionnelles qui susciteraient des vocations ?

Association Est accompagnement (AEA) : séminaire de propagande patronale

Vendredi 27 septembre les salariés de l'association AEA étaient convoqués à un séminaire sur le thème de l'écologie. Après une première "table ronde" sur ce thème, les travailleurs ont pu découvrir les intentions réelles de la direction avec une seconde présentation dont le thème n'avait pas été annoncé...

Aucune ambiguïté le moment venu : le directeur général de l'AEA, présenté comme négociateur de l'organisation patronale Nexem, le secrétaire de la CFDT et la DRH du CMSEA étaient présents pour vendre leur projet de "Convention Collective Unique Étendue" à toute la Branche Associative Sanitaire et Médico-Sociale (BASS). Les négociations de cette convention collective sont ouvertes depuis 2021. Un véritable simulacre de "table ronde" où aucune contradiction ne s'exprimait face à la volonté du patronat de niveler nos conditions de travail vers le bas. Une chose est sûre pour arrêter de subir, les travailleurs du secteur social devront s'organiser par eux-mêmes.

Nancy : islamophobie à l'ARS

L'association Accueil et réinsertion sociale (ARS), qui emploie 300 personnes principalement autour de Nancy, a récemment modifié son règlement intérieur en y ajoutant une clause de neutralité religieuse, politique et philosophique. Suite à cela, la présidente a convoqué deux salariées musulmanes portant le voile, leur imposant un non-choix : l'enlever, accepter une rupture conventionnelle ou être licenciées. Les salariées discriminées ont reçu le soutien de leurs collègues et du syndicat SUD. Le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, a exprimé son soutien à la direction. Islamophobe un jour, islamophobe toujours !

MANIFESTATION

1ER OCTOBRE - 14H

PLACE DE LA GARE - METZ

Crèches privées : les ogres du profit

La parution du livre *Les Ogres* de Vincent Castanet tire la sonnette d'alarme sur les pratiques monstrueuses des crèches privées, en particulier chez People & Baby : fausses déclarations du nombre d'enfants accueillis pour toucher des subventions publiques, turn-over des personnels, sous-effectifs chroniques, économies sur le matériel et les repas, cas de maltraitements infantiles (privations de nourriture, séquestrations)...

Le festin du fric est facilité par les largesses d'un État complice qui laisse s'étendre l'ombre d'un système prédateur. Cela mène inévitablement à des violences banalisées qui broient les travailleurs de l'accompagnement et du soin ainsi que les usagers.

Patronat / Protection de l'enfance : une relation toxique

Le 25 septembre, une soixantaine d'organisations de la Convention Nationale des Acteurs de la Protection de l'Enfance ont appelé à manifester pour dénoncer l'état catastrophique du secteur. Parmi les organisateurs, le syndicat patronal Nexem, défenseur de l'individualisation des salaires, et UNAFORIS qui cherche à dévaloriser les métiers du social. Loin d'apporter des solutions, ils aggravent la crise actuelle. La protection de l'enfance est à défendre, en toute indépendance de classe !

Suppression de l'AME : une démagogie dangereuse

Au rayon des réformes racistes qui visent à faire penser que la précarisation des travailleurs en France viendrait de l'immigration pour mieux cacher la responsabilité du patronat, on trouve la suppression de l'AME, voulue par Retailleau et applaudie par le RN. Or, cette aide ne concerne que les personnes sans-papiers les plus précaires puisque pour la toucher, il faut, entre autres, toucher moins de 10 000 euros par an, allocations comprises. Or, la majorité d'entre elles travaillent. N'importe quel être humain malade doit pouvoir être soigné où qu'il soit sur cette terre.

La force des travailleurs (sociaux), c'est la grève !

Le 23 septembre, une cinquantaine de travailleurs sociaux de l'association Coallia dans l'Orne ont décidé de faire grève pour dénoncer le manque de moyens alloués à l'insertion des personnes vulnérables.

Évidemment, Coallia n'est pas un cas isolé. Partout en France, les grèves dans le secteur social se multiplient. À la PJJ, au Samu Social, dans l'association Don Bosco, les travailleurs - confrontés aux suppressions d'emplois, aux conditions de travail précaires, au sous-effectif et aux bas salaires - se mobilisent. Nous avons tout intérêt à nous mettre en grève tous ensemble et à rejoindre les manifestations du 1er octobre !

Si ce bulletin t'a plu, fais-le circuler ! Une info à nous transmettre ?
Ecris-nous : npa.revolutionnaires.lorraine@gmail.com